

DELIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE VIRIAT

Séance du 25 juillet 2017

Sur convocation en date du 19 juillet 2017, le conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le 25 juillet 2017 à 20 h 30, à la salle du Jugnon, sous la présidence de Mr. Bernard PERRET, Maire et Conseiller Départemental

Etaient présents, Mesdames, Messieurs

LAURENT Claude
CHEVILLARD Jean Luc
BRUNET Myriam
PERRIN Annie
CADEL Marielle
JACQUEMET Rodolphe
MERLE Sandra

CONNORD Odile
BREVET Michel
GENESSAY Luc
JOLY Philippe
RAZUREL Valérie
JANODY Patrice
MERCIER Catherine

MERLE Emmanuelle
BOUCHER Jean Paul
JOBAZET Jean Louis
BLANC Jean Luc
BONHOURE Paola
BURTIN Béatrice
MICHON Karine

Etaient excusés : Mesdames, Messieurs

LACOMBE Annick a donné pouvoir à Luc GENESSAY
CHESNEL Françoise a donné pouvoir à Jean Luc BLANC
RIGAUD Jacqui a donné pouvoir à Michel BREVET
MOREL Régine a donné pouvoir à Emmanuelle MERLE
SION Carole a donné pouvoir à Sandra MERLE
CHATARD Kévin a donné pouvoir à Odile CONNORD
CHARNAY Sylvain a donné pouvoir à Karine MICHON

Secrétaire de séance : Emmanuelle MERLE

PRÉSCRIPTION DE LA REVISION « ALLEGEE » DU PLU DE VIRIAT : SECTEUR DE TANVOL

Entendu le rapport de Monsieur Jean-Luc Chevillard, Adjoint au Maire délégué à l'assainissement, l'urbanisme appliqué et le droit des sols

Vu les articles L 153-1 et suivants et R 153-1 et suivants du code de l'urbanisme

Vu l'article L 153-31 et L 153-34 du code de l'urbanisme

Vu l'article L 103-2 à L 103-4 du code de l'urbanisme notamment

Le PLAN LOCAL D'URBANISME de la commune de VIRIAT a été approuvé par délibération du 17 décembre 2007, modifié les 28 novembre 2008, 26 mai 2009, 28 juin 2011, 24 janvier 2012, 24 juillet 2012, 28 janvier 2014, 23 septembre 2014, 28 juillet 2015, 25 octobre 2016, révisé les 22 février 2011, 24 janvier 2012 et mis à jour les 23 juin 2015, 29 janvier 2016 et 1er février 2017 ;

Il résulte de l'article L 103-3 du code de l'urbanisme l'obligation de délibérer sur les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation associant, pendant toute la durée de la révision du PLU, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

La révision du PLU est rendue nécessaire pour répondre aux besoins d'expansion de la scierie LBSA, située chemin de Tanvol, qui connaît actuellement un fort développement économique. Considérant la demande de LBSA qui a entrepris une réflexion sur le devenir de son entreprise afin de sécuriser son activité et le chiffre d'affaires et considérant que l'entreprise LBSA a fait le choix de construire une deuxième unité de sciage sur le site existant à Tanvol, une évolution du Plan Local d'Urbanisme doit intervenir pour permettre l'extension du site de l'entreprise.

La procédure de révision est rendue nécessaire afin de déclasser des terrains situés en zone Agricole de manière à les classer en zone Uxa. Ce classement permettra de ne pas compromettre l'extension et la pérennité de cette entreprise implantée depuis de nombreuses années sur la Commune et représentant de nombreux emplois. Un tel développement sera bénéfique à la commune de Viriat sur le plan économique, en matière de création d'emploi notamment.

Ce déclassement de terrains situés en zone A se fera en continuité immédiate de la zone Uxa où se situe actuellement l'entreprise LBSA et en compatibilité avec le SCoT Bourg-Bresse-Revermont.

La révision allégée du PLU aura donc pour objet la réduction de la zone A par le déclassement de certains terrains du secteur de Tanvol en vue de leur reclassement en zone Uxa ;

L'article L 153-34 du Code de l'Urbanisme prévoit pour les PLU que « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 ».

Les adaptations envisagées affectant une zone agricole du document d'urbanisme sans pour autant remettre en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, la procédure à laquelle il sera fait recours est donc celle de révision allégée avec examen conjoint.

Pour information, il est précisé que cette révision allégée sera doublée d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme prévoyant notamment la mise en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation permettant d'encadrer les possibilités de construire sur le site LBSA dans le respect des enjeux environnementaux, agricoles et résidentiels du secteur de Tanvol.

M. Patrice Janody ne participant au vote, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de :

- prescrire la révision allégée avec examen conjoint du plan local d'urbanisme, conformément aux dispositions des articles L 153-31, L 153-34 et R 153-12 du Code de l'urbanisme
- approuver les objectifs ci-dessus exposés
- soumettre la procédure à la concertation du public pendant toute sa durée (article L 103-4 du Code de l'Urbanisme), en associant les habitants, les associations locales selon les modalités suivantes :
 - Information par voie de presse
 - Affichage en mairie et sur le site internet communal
 - Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant toute la durée de la révision du PLU.
- noter qu'à l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU

- associer les personnes publiques conformément aux dispositions de l'article L 132-7, L 132-9 et L 132-10 du Code de l'urbanisme
- consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L 132-12, L 132-13, R 153-2 et R 153-5 du Code de l'urbanisme, si elles en font la demande et en tant que de besoin, l'autorité environnementale
- réaliser une évaluation environnementale
- consulter pour avis si la procédure réduit des espaces agricoles ou forestiers La Chambre d'Agriculture, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et, le cas échéant, le centre national de la propriété forestière
- transmettre la présente délibération aux services de l'Etat et autres personnes publiques associées conformément aux articles L. 132-7, L. 132-9, L. 132-11 du code de l'urbanisme,
- confier au cabinet d'urbanisme 2BR de la réalisation de la révision allégée avec examen conjoint du plan local d'urbanisme et conjointement avec mosaïque environnement de conduire l'évaluation environnementale
- autoriser M. le Maire à signer tous les documents, contrats, avenants, ou conventions de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de la révision avec enquête publique du plan local d'urbanisme
- noter que conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Et sera transmise à la Préfecture de l'Ain. Chacune de ces formalités de publicité précisera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.
- noter que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception par M. Le Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité.

LE MAIRE,



Envoyé en préfecture le 02/08/2017

Reçu en préfecture le 02/08/2017

Affiché le 02/08/2017 

ID : 001-210104519-20170725-D250717_12-DE